



FNAB
Fédération Nationale
d'Agriculture Biologique

ANALYSE DES PRISES DE POSITION DES DÉPUTÉ·ES SUR LA BIO

Eléments de méthodologie.

Ce travail se base sur l'étude du comportement des candidat-e-s ou élu-e-s concernant l'agriculture biologique. Au niveau national, ont été étudiés, les prises de parole, amendements déposés et votes des député-e-s sur le projet de loi de finance 2024 (PLF) et le projet de loi d'orientation agricole (PLOA).

Rassemblement national

Leurs objectifs pour l'agriculture : une libéralisation maximale au contraire de « l'écologie punitive ». Le RN veut surtout une fin de la concurrence internationale déloyale pour servir le rendement et la productivité. Le RN est par ailleurs contre les énergies renouvelables et donc contre toute forme de production d'énergie sur les terres agricoles.

Leur opinion sur l'agriculture biologique :

- Sur les pesticides, le RN revendique un jugement « au cas par cas » car certains produits utilisables en bio peuvent selon eux « être plus dangereux que les molécules chimiques autant pour la biodiversité que pour la santé ».
- Ils veulent privilégier le local à la bio car selon eux « la notion d'agriculture biologique est hétérogène selon les pays et les différences de normes sont susceptibles de pénaliser les exploitants français »
- Refus de donner à l'agriculture un cap vers la transition agroécologique, l'adaptation au changement climatique ou vers le développement de la bio, car c'est instaurer des contraintes excessives et inutiles qui nuisent à la productivité.

Analyse de leurs amendements et de leurs votes : le RN n'a déposé **aucun amendement en faveur de la bio** à l'AN lors de la LOA et du PLF, il en a déposé **deux contre** la bio concernant l'enseignement de la Bio dans les lycées agricoles et l'installation en bio. Le groupe s'est abstenu lors du vote du plan d'urgence des 271M€ dans le PLF.

Pourtant le [programme de Marine le Pen](#) en 2022 prévoyait un plan de soutien de 5 ans aux filières biologiques. Il comptait également restreindre l'accès aux produits bio dans les cantines scolaires aux produits français. Il

y a donc un très clair retournement par rapport au programme sur lequel les député.es RN ont été élus.

Les Républicains

Le groupe défend la souveraineté alimentaire et la compétitivité de la ferme France. Il cherche à empêcher que des produits phytosanitaires autorisés sur le sol européen puissent être interdits en droit français. Il défend la « simplification » et des régulations plus flexibles sur l'entretien des haies, les délais de contentieux, etc...

Leur opinion sur l'agriculture biologique :

- La crise de la bio, c'est le signe d'un marché qui arrive au bout de ses capacités : on a atteint les limites de développement de la bio, qui ne pouvait qu'être une niche. La puissance publique aurait trop poussé le développement de la bio, or il ne faut pas exagérément développer l'offre.
- Il faut miser sur « l'innovation » pour pouvoir se passer du glyphosate
- Certains ont pris la parole pour dénoncer le retard de versement des aides PAC aux agris bio et soutenir leurs mobilisations
- Sur l'installation, LR soutient une sensibilisation des jeunes à la bio mais ont un point d'attention à ne pas les faire s'installer là où il n'y a pas de débouchés

Prise de position et dépôts d'amendements : LR a déposé **12 amendements sur la bio** pendant la LOA et 6 dans le cadre du PLF. Le groupe a voté **pour** le plan de soutien de 271M€ à la bio.

Renaissance / République en marche

Globalement Renaissance défend l'idée de développer « en même temps » toutes les agricultures et de toutes les adapter au changement climatique.

Leur opinion sur l'agriculture biologique :

- Fierté d'avoir déjà « beaucoup agi » et que la France occupe la tête du classement européen en termes de SAU bio (ce qui n'est pas vrai en proportion de la SAU des pays). Donc on en fait déjà beaucoup : 150M€ du plan Ecophyto, 700M€ d'aides PAC par an, maintenant les 200M€ du plan d'urgence.
- Pas d'interdictions sans solutions : il ne faut donc pas interdire de nouvelles molécules mais donner des moyens à l'innovation
- Mais malgré les moyens la bio n'est toujours pas compétitive : on ne peut pas vouloir que tout le monde fasse du bio, car elle ne marche pas à grande échelle.
- Il ne faut pas prioriser une forme d'agriculture plus que les autres : la bio fait partie de l'agroécologie. Il y a un risque à trop encourager l'installation en bio car la bio ne peut pas se développer exagérément.

Cependant la majorité centriste est plurielle : certain-es député-es défendent ouvertement la bio (Sandrine le Feur) ou votent contre la consigne de leur groupe.

Dépôt d'amendements et prises de position: LREM a déposé **40 amendements** sur la bio pendant la LOA, **9** pendant le PLF. Mais le groupe a voté **contre** le plan d'urgence à 271M€, à part deux « rebelles ».

MODEM

Des positions globalement très proches de celles de Renaissance. L'économie de marché est à allier avec la transition agroécologique et doit se construire au niveau européen. Des mesures de simplification se concilient avec le respect de la biodiversité.

Leur opinion sur l'agriculture biologique :

- 100% de bio n'est pas atteignable car il faut embarquer tous les agriculteurs dans la transition
- Certains sont pour les nouveaux OGM(mais cela divise)
- Sur les pesticides : les phytos utilisables en agriculture biologique et conventionnels "se valent". Pas de rejet des pesticides : "pourquoi l'agriculture serait le seul secteur qui devrait par principe se passer des molécules de synthèse"
- Défense (molle mais pas d'opposition) du pluralisme dans le futur guichet unique à l'installation-transmission « France Services Agriculture » et de modules obligatoires sur la bio dans l'enseignement agricole

Dépôts d'amendement et positions de vote : Dans le cadre de la LOA le groupe MODEM a déposé **20** amendements sur la bio, et **aucun** lors du PLF. Il a voté en totalité **contre** le plan d'urgence de 271M€ à la bio.

Horizons

Même discours de « soutenir toutes les agricultures ».

Leur opinion sur l'agriculture biologique :

- Il ne suffit pas de chercher à développer la bio mais il faut encore la maintenir : un soutien à la préservation des filières bio malgré les difficultés.
- En ce sens retrouver des objectifs de conversion permet d'aller vers cet objectif.
- Une défense du pluralisme de France Service Agriculture.

Dépôt d'amendements et positions de vote : Horizons a déposé **7** amendements sur la bio dans le cadre de la LOA, et **3** dans le cadre du PLF. Le groupe s'est **abstenu** lors du vote du plan d'urgence de 271M€.

LIOT (Liberté, Indépendants, Outre-mer et Territoires)

Le groupe LIOT regroupe diverses obédiences du centre-gauche et est habituellement assez proche de la majorité présidentielle. Mais David Taupiac en particulier porte un discours d'encouragement et de soutien à la bio :

- Il faut lui donner des objectifs chiffrés d'offre mais aussi de consommation.
- En faveur de leviers financiers pour accompagner les agris bio et soutenir le marché
- Défense du crédit impôt recherche à flécher vers la bio
- Il faut un retour à l'aide au maintien en AB et modifier les règles liées à la déconversion, car il y a un effet d'aubaine de se déclarer en déconversion pour se reconvertir ensuite : ça déstabilise la filière.

Dépôt d'amendements et positions de vote : LIOT a déposé **21** amendements dans le cadre de la LOA, et **10** dans le cadre du PLF. Il s'est prononcé **pour** le plan d'urgence de 271M€.

Les positions de la NUPES

Les quatre groupes de gauche (Socialistes, Ecologistes, France Insoumise et Communistes) portent globalement un discours de soutien à la bio ambitieux. Dans l'hémicycle LFI porte généralement les amendements les plus radicaux, tandis que les socialistes se présentent comme plus modérés.

Le programme de la NUPES :

- 100% de bio en 2050
- 100% de bio dans la restauration collective
- 13 000 installations en bio/an

Leur vision de la crise : Si la consommation bio a diminué c'est à cause uniquement de la perte de pouvoir d'achat des français, donc il faut des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat. Ce n'est pas dû à un désamour pour la bio. La bio est plus rentable à terme mais a besoin de soutien au démarrage

Les principales différences :

- Un discours de réduction de l'usage des pesticides mais seule LFI se prononce pour l'interdiction du glyphosate. Et seule LFI souhaite interdire l'élevage en cage tandis qu'EELV se propose pour une « approche globale » de l'élevage.
- Une dissonance au sein du groupe Ecologistes entre Génération Ecologie et EELV : EELV a un discours où la bio « fait partie des pratiques agroécologiques », tandis que Génération Ecologie ne parle pas d'agroécologie et fait bien la distinction entre des pratiques et un système. Génération Ecologie assume un discours de décroissance.
- Les Socialistes (menés par Dominique Potier) portent des propositions précises sur une réforme foncière pour lutter contre l'accaparement des terres, c'est le sujet qui prend le plus de place dans leur discours
- LFI propose les mesures les plus ambitieuses. Elle est à l'origine de l'interpellation du ministre sur les objectifs chiffrés de développement avec un discours jouant sur le pathos (la « gravité » de faire disparaître ces objectifs). La conversion à l'AB est

indispensable pour atteindre les objectifs d'Ecophyto pour lesquels l'Etat a été jugé pour carence fautive. LFI soutient aussi des amendements pour aller bien plus loin que la bio, pour y inscrire la brique biodiversité du label FNAB ou la traction animale. Sur l'installation LFI défend le plus ardemment 13 000 installations en bio, des modules obligatoires sur la bio,... Egalement le développement de Paiements pour Services Environnementaux, soutien aux AMAP, chèque alimentaire bio, meilleure orientation des aides PAC, retour de l'aide au maintien en agriculture biologique.

- Une dissension avec les communistes sur la consommation de viande, principal point de crispation dans les programmes

Dépôts d'amendements et positions de vote : la NUPES est de loin celle qui dépose le plus d'amendements sur la bio (401 en tout entre LOA et PLF). Toute la NUPES a voté **pour** le plan d'urgence à 271M€. Entre les groupes :

- LFI est celle qui dépose le plus d'amendements : **146** amendements sur la bio pendant la LOA et **43** pendant le PLF
- EELV en a déposé **102** pendant la LOA et **28** pendant le PLF
- Le PS est à **40** pendant la LOA et **27** pendant le PLF – donc beaucoup moins pendant la LOA mais au coude à coude avec les Verts pendant le PLF
- GDR (communistes) en a déposé **12** pendant la LOA et **3** pendant le PLF. C'est aussi le plus petit groupe NUPES.

Conclusion

En conclusion, ce sont de loin les partis du Nouveau Front Populaire, récemment constitué pour les législatives de 2024, qui soutiennent le plus le développement de la bio, notamment parce que tous ces partis voient la bio comme porteuse d'un autre modèle de société et non comme un simple marché. C'est LFI qui s'exprime le plus sur le sujet. Mais tous les partis de gauche peuvent avoir tendance à confondre le soutien à l'agroécologie dans son ensemble avec le soutien à la bio.

Les partis ayant composé la majorité présidentielle font cette confusion agroécologie/bio dans l'idée de défendre « toutes les agricultures ». LREM et MODEM n'ont pas soutenu de plan d'urgence ambitieux pour la bio, aussi dans l'idée que la situation du marché prouve que la bio ne peut pas continuer à se développer massivement. Le MODEM a même des prises de parole clairement mensongères sur les pesticides UAB par rapport à ceux utilisés en conventionnel. Parmi les partis du Centre par contre, LIOT défend la bio de manière intéressante : elle demande le retour de l'aide au maintien et un fléchage du crédit impôt recherche vers de la recherche sur la bio.

LR a pu prendre parti pour les agriculteurs bio notamment sur les retards de paiement et soutenir le développement de la bio comme un marché de niche.

Quant au RN, il est ouvertement contre l'agriculture biologique en remettant en cause ses aménités positives pourtant prouvées

scientifiquement. Les député·es RN ont trahi leur propre programme de 2022 qui pourtant soutenait la bio.